

Les particularités de la pensée nationale catalane

Michel Leiberich

Maître de conférence, CREC, Université de Perpignan Via Domitia



Introduction

Le catalanisme est un courant d'idée identique aux autres courants nationaux européens qui se développent à partir du début du XIX^{ème} siècle dans le cadre du romantisme sur la base des idées nées au siècle des Lumières. Comme tous les nationalismes naissants, allemand, hongrois, polonais et autres, il est basé sur l'idée que chaque peuple aurait le droit de se constituer en nation et de former un État indépendant.

Dans cette logique, ces mouvements s'opposent aux politiques qui tentent d'imposer une seule culture et une seule langue et de créer, notamment par leur politique linguistique répressive, des États identitairement homogènes à partir de territoires historiquement multiculturels et multilingues.

En France, cette politique commence très tôt. Dès 1539, l'ordonnance de Villers-Cotterêts impose la langue française pour la rédaction de tous les documents officiels. En Catalogne du Nord, c'est-à-dire dans la partie de la Catalogne annexée par la France lors du Traité des Pyrénées en 1659, cette politique débute concrètement en 1700 avec l'Edit du Roy qui interdit l'utilisation de la langue catalane dans des documents officiels. Dans l'État espagnol, ce sont les décrets de Nova Planta¹ qui entraînent la disparition de toutes les structures politiques qui garantissaient jusque-là le pouvoir judiciaire, économique, fiscal et douanier de la Principauté de Catalogne au Sud des Pyrénées. Ces décrets signifient également le début du processus de castellanisation forcée des pays de langue catalane, qui se poursuivra, avec une brutalité accrue, pendant le XIX^{ème} et une grande partie du XX^{ème} siècle avec les dictatures de Primo de Rivera et du général Franco.

¹ Appliqués en 1707 au Pays de Valence, en 1715 aux Baléares et en 1716 dans la Principauté de Catalogne

Comme presque tous les mouvements nationaux européens, le catalanisme naissant s'exprime d'abord par le désir de voir renaître la langue nationale comme langue littéraire et de culture. Ainsi apparaissent en Catalogne, pendant la « renaixença »², après des siècles de diglossie catalano-castillane, des ouvrages littéraires importants qui ont comme centre de diffusion les nouveaux « Jocs Florals », des concours littéraires créés à Barcelone à partir de 1859 en référence aux « Jocs Florals » des troubadours. Parmi les auteurs les plus importants de cette époque, on peut citer les écrivains et poètes Joan Maragall (1860-1911), Jacint Verdaguer (1845-1902) et Bonaventura Carles Aribau (1798-1862).

Par la suite, le catalanisme essaye de se structurer également au niveau politique et idéologique, notamment à partir de 1892 autour de la présentation des Bases de Manresa qui avaient pour objectif de revenir aux anciennes constitutions catalanes, approuvées par les Corts catalanes et qui permettaient un grade élevé de souveraineté de la Catalogne avant 1714.

Le corpus

Les ouvrages de référence de cette époque sont nombreux, mais en général peu connus dans le reste de l'Europe. En effet, l'historiographie de l'histoire des idées néglige largement les courants nationaux des nations sans État et essaye souvent de les réduire à des courants d'idée « régionaux », ce qui ne correspond pas à la réalité historique de l'Europe.

² L'expression *renaixença*, renaissance, définit le dernier tiers du XIX^e siècle qui correspond à un renouveau littéraire, artistique, scientifique et idéologique catalan. Le nom lui-même a été pérennisé par la plate-forme éditoriale du même nom qui éditait en 1871 la revue « La Renaixença ».

Parmi les travaux les plus importants, six ouvrages sont particulièrement représentatifs des divers courants d'idées de la pensée catalane :

- *Les nacionalitats* de Francesc Pi i Maragall (1824-1901), publié en 1877. Pi i Maragall, homme politique et écrivain, influencé par Hegel, Proudhon, mais aussi par le positivisme de Comte, considère que les peuples d'Espagne devraient se réunir dans une fédération d'États, idée qu'il justifie par des exemples tirés de l'histoire de la péninsule Ibérique. De la division médiévale en régnes indépendants jusqu'à la tradition *juntista*³ au XIX^{ème} siècle, « l'Hispania » aurait toujours été un espace fédéral.

- *Lo catalanisme* de Valentí Almirall i Llozer (1841-1904), publié en 1886. Almirall, homme politique et écrivain, associe dans ses écrits un fédéralisme moderne, inspiré par Pi i Maragall, à un fédéralisme mythique qui s'inspire de l'esprit de la couronne catalano-aragonaise. En 1885 il est co-auteur du *Memorial de Greuges* adressé au roi Alphonse XII dans lequel les « forces vives de Barcelone » demandent le respect des intérêts économiques de la Principauté de Catalogne et de son identité propre.

- *La tradició catalana* de Josep Torras i Bages (1846-1916), publié en 1892. Torras i Bages, prêtre et évêque de Vic depuis 1899, est le fondateur du catalanisme conservateur d'inspiration catholique et co-signataire des Bases de Manresa, document qui exige en 1892 la création d'une région autonome catalane. Selon lui, la langue, l'histoire, l'idiosyncrasie, les lois et le christianisme seraient les bases d'un régionalisme catalan.

- *La nacionalitat catalana*, d'Enric Prat de la Riba i Sarrà (1870-1917), publié en 1906. Prat de la Riba, homme politique et juriste, participe également à la constitution des Bases de Manresa. Influencé par Augustin Thierry, Fustel de Coulanges et Taine, il se penche sur l'histoire catalane et sa projection internationale, notamment en créant à Barcelone en 1907 l'Institut d'Etudes Catalanes. Il défend un catalanisme non-indépendantiste pour lequel il crée une doctrine et une stratégie politique, basées sur l'analyse de l'histoire catalane.

- *La qüestió de Catalunya (escrits i discussos)* de Francesc Pi i Maragall, déjà cité, publié en 1913 et *Nacionalisme i federalisme* d'Antoni Rovira i Virgili (1882-1949), publié en 1917.

Rovira i Virgili, historien, écrivain, journaliste et homme politique, défend un fédéralisme influencé par Pi i Maragall. Grâce à l'idée de la souveraineté du peuple catalan, il propose la constitution d'une fédération des quatre grands peuples de la péninsule Ibérique, la Catalogne, la Castille, Euskadi et le Portugal.

À la lecture de ces ouvrages, on constate que certains thèmes reviennent souvent et qu'ils sont donc particulièrement importants pour définir les caractéristiques de la pensée nationale catalane et pour dégager les particularités qui la différencieraient des autres courants d'idées analogues en Europe. Pour cet article, j'en ai retenu trois : la place qu'attribue le catalanisme à la langue dans l'idéologie nationale ; la

question du caractère national ; et l'idée de l'*encaix* de la Catalogne, c'est-à-dire de l'emboîtement de la Catalogne dans l'État espagnol et dans le monde.

La langue

Le grand thème qui traverse toutes les approches de l'identité catalane est sans aucun doute celui de la langue en tant qu'élément principal de la cohésion nationale, ce qui n'est pas le cas de toutes les identités nationales européennes.

Les pensées nationales de Finlande, de la Suisse ou du Pays basque, pour ne citer que trois exemples, ont un rapport très différent à la question de la langue. L'État finlandais considère que l'identité finlandaise ne se limite pas aux personnes qui parlent finnois, mais que cette identité peut parfaitement s'exprimer en langue suédoise. La Suisse, encore plus que la Finlande, considère que l'identité suisse se construit au-dessus des langues parlées, et qu'elle aurait ses racines exclusivement dans l'histoire politique de l'État. Au Pays basque, la question de la langue est importante, voire incontournable, mais l'identité basque serait un ensemble construit à partir de concepts comme la territorialité, l'origine, et le sentiment de basquitude qui dépasserait celui de la langue.

En France, nous pouvons observer un rapport très particulier entre langue et identité, développé à partir de la Révolution française, et qui utilise, pour définir une nation, avant tout « l'expérience historique commune », mais aussi, dans un second plan, le désir de vivre ensemble. Ce qui est particulier est le fait que cette « expérience historique commune » n'implique théoriquement aucune unité linguistique ou culturelle. Or nous savons que les langues et cultures non-françaises y ont été pendant des générations idéologiquement méprisées et même interdites, et qu'elles sont actuellement désignées par le terme antiscientifique de « langue régionale », sans aucun statut officiel.

La position catalane suit approximativement la logique de l'interprétation dite « allemande » de la nation, qui définit, dans la logique du romantisme allemand, une nation par sa langue et sa culture.

Le poète Ernst Moritz Arndt (1769-1860) écrit dans ce sens en 1813 : « Quelle est la patrie de l'Allemand ? Nomme-moi ce grand pays ! Là où sonne la langue allemande... ».

La tradition catalane attribue généralement « l'interprétation allemande » à Hegel (1770-1831) et Herder (1744-1803). Même si l'équation nation = langue découle quelque part de l'idéologie de ces deux philosophes, il serait plus exact de l'attribuer au juriste Friedrich Carl von Savigny (1779-1861) et au philosophe Johann Gottlieb Fichte (1762-1814).

Chez Prat de la Riba, qui se réfère très fréquemment à Herder, la langue ne serait pas le résultat d'une convention ou d'un artifice humain, mais elle serait purement naturelle, voire organique. Citant Leibniz, il remarque que « les cartes nous montrent bien les limites des États, mais non celles des nations, qui surgissent, au contraire, de l'harmonie des langues »⁴.

³ Tradition de politique locale.

⁴ Prat de la Riba i Sarrà, Enric, *La nacionalitat catalana*, Edicions 62, Barcelone, 1986, pp. 77-78.

Torras i Bages, qui était ecclésiastique, retrouve des accents presque violents quand il évoque l'idée que le catéchisme pourrait être enseigné en langue castillane, c'est-à-dire en espagnol, à des enfants de langue maternelle catalane, éventualité qu'il juge « détestable, très dangereuse et destructrice, voire frivole ». « La conscience morale parle aux Catalans en catalan : les jugements de la raison pratique sont écrits en langue naturelle, et l'éducation religieuse et l'instruction de la foi ne sont autre chose que le perfectionnement de la nature morale de l'homme. Les fondements de la religion, de la morale, c'est le Créateur qui les met dans la conscience et dans le jugement de chacun de nous, et le jugement nous parle en notre langue maternelle... »⁵.

Tous les représentants du catalanisme, qu'ils soient régionalistes ou indépendantistes, qu'ils soient d'inspiration laïque ou religieuse, considèrent que la nation catalane se définit par la langue. Le territoire de la nation serait « naturellement » limité par les frontières linguistiques, un territoire qui engloberait par conséquent – en nous référant à la carte politique actuelle – la Catalogne du Nord, qui correspond approximativement au département des Pyrénées orientales, l'Andorre, la Principauté de Catalogne avec Barcelone, la frange d'Aragon, le Pays de Valence, les Baléares, la région du Carxe à Murcie et la ville de l'Alger en Sardaigne.

Ce rôle central de la langue est directement emprunté aux romantiques allemands. Dans ce sens, les nations seraient des entités organiques, soumises à des cycles de vie (chez Prat de la Riba on trouve des références aux printemps et aux hivers des nations) qui s'intégreraient directement, avec leurs spécificités, leurs langues et leurs cultures, dans les plans et les desseins de la nature, voire dans un plan divin.

Cela dit, il existe bien une différence entre la conception allemande et la conception catalane. En Allemagne, une nation se définit bien par la langue et la culture, mais cette langue et cette culture seraient issues d'un *Volkgeist*, d'un esprit du peuple, préexistant. Cette idée irrationnelle d'un *Volkgeist* glisse dangereusement, vers le milieu du XIX^{ème} siècle, vers des interprétations raciales.

Le catalanisme évite strictement les références trop précises à un esprit du peuple préexistant. C'est pourquoi Prat de la Riba se limite à souligner que la nation surgit de l'harmonie des langues. Dans la logique du catalanisme, c'est exclusivement la langue qui est le dénominateur commun de la nation.

Dans ce débat autour de la langue, la pensée catalane est profondément marquée, de Prat de la Riba jusqu'à nos jours, par le clivage entre l'interprétation « française » et l'interprétation « allemande » ou « anglo-saxonne » du terme de nation. La première s'obstinant à vouloir défendre le principe de nations créées par l'histoire et d'une certaine manière par la volonté humaine, et la seconde respectant scrupuleusement les frontières linguistiques.

Cette vision est évidemment très discutable, car nous savons aujourd'hui que les différents États allemands qui se succèdent au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle ne respectent pas l'interprétation issue du romantisme allemand.

⁵ Torras i Bages, Josep, *La tradició catalana*, Barcelone, Edicions 62, 1988, p. 48.

Cette vision est évidemment très discutable, car nous savons aujourd'hui que les différents États allemands qui se succèdent au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle ne respectent pas l'interprétation issue du romantisme allemand.

Dès 1823, la Prusse – pays des réformes humboldtiennes et donc très proche des idées du *Volkgeist* – impose arbitrairement l'apprentissage obligatoire de l'allemand aux Polonais. Et la très démocratique Assemblée de Francfort envisage en 1848 de garder la Slovaquie pour ne pas perdre l'accès à la Méditerranée. Et l'Empire allemand créé en 1871 entreprend une véritable guerre linguistique contre les trois millions de Polonais de l'État, essaie de les germaniser en interdisant le polonais à l'école, et organise une colonisation des territoires polonais par des colons allemands, avec le soutien financier de l'État. Les pangermanistes de 1900 vont encore plus loin et prévoient une Europe centrale et orientale entièrement germanisée, après une hypothétique guerre victorieuse de l'Allemagne.⁶

Le seul penseur catalan qui émet des doutes quant au rôle de la langue dans l'identité nationale est Antoni Rovira i Virgili. Il souligne que les Andorrans seraient bien de langue catalane, mais qu'ils ne se sentiraient pas catalans. Valence et Majorque, également de langue catalane, refuseraient probablement, selon lui, de s'intégrer dans un projet politique centraliste pan-catalan⁷.

Rovira i Virgili, grand connaisseur des mouvements nationaux de l'Europe, auteur notamment de plusieurs ouvrages sur les nationalismes de l'Europe centrale⁸, souligne l'importance de la culture politique et de l'identification individuelle des personnes qui pourraient parfois rompre l'identité construite autour de la langue. Il se réfère pour cela très fréquemment à la situation dans le Pays de Valence. Dans cette région de langue catalane, on observe en effet depuis des siècles des convulsions identitaires, décrites par les écrivains Joan Fuster (1922-1992)⁹ ou Joan Francesc Mira (1939)¹⁰.

Aujourd'hui encore une partie de la population du Pays de Valence nie l'unité de la langue catalane et « fantasme » une langue valencienne, attitude qui a ses racines, d'une part dans l'histoire qui remonte à la formation de ce territoire, et d'autre part dans les relations étroites entre espagnolisme et blaverisme¹¹ depuis l'époque franquiste.

Rappelons cependant que l'unité de la langue catalane, avec tous ses dialectes, du roussillonnais au valencien en passant par le mallorquin et l'alguerès, a toujours été une évidence pour la linguistique internationale et le monde académique espagnol, y compris dans les universités valenciennes et chez les écrivains de la péninsule Ibérique. La "Real Academia Española" reconnaît

⁶ Michel Leiberich, "La política antipolonesa a Alemanya de 1871 a 1914". Barcelone, *Revista de Catalunya*, 2004.

⁷ Antoni Rovira i Virgili, *Nacionalisme i federalisme*, Barcelone, Edicions 62, 1989, p. 46.

⁸ Par exemple : *Història dels moviments nacionalistes*, Barcelona 1912-1914. L'ouvrage n'a pas été réédité en Catalogne et il n'a pas été traduit en français.

⁹ Joan Fuster i Ortells, *Nosaltres els valencians*, Barcelona, Edicions 62, 2006.

¹⁰ Joan Francesc Mira i Casterà, "Català, valencià". *Avui*, 11 d'agost del 2007.

¹¹ Le blaverisme est un mouvement populiste et hétérogène, largement lié à l'extrême-droite valencienne, qui se forme pendant la deuxième moitié du XX^e siècle en s'opposant aux mouvements pan-catalanistes.

formellement l'unité de la langue catalane en y incluant toutes ces variantes, y compris le valencien. Or, pour des raisons historiques, cette langue est communément appelé « valencien » au Pays de Valence, et cette appellation figure également dans les statuts d'autonomie de ce territoire. À l'époque franquiste, où l'espagnol était la seule langue autorisée en Espagne, le régime avait favorisé, au sein des instituts et organisations de philologie de l'État, les tendances à folkloriser et à fragmenter les faits linguistiques, en évitant sciemment de parler de langue catalane, pour favoriser des expressions comme *mallorquino*, *leridano*, *valenciano*, présentant ainsi l'espace catalan comme un patchwork de dialectes disparates, en passe d'être supplantés par l'espagnol.

Rovira a le mérite d'affiner la définition de la nation par la langue en y introduisant la notion d'identité collective, vision très moderne pour l'époque.

Aujourd'hui le discours sur la langue n'a pratiquement pas changé depuis les pères de la *renaixença*. Pour l'opinion publique catalane, pour la majorité des partis politiques catalans, pour le monde intellectuel catalan, il existe un fait national catalan évident qui a comme dénominateur commun la langue.

Cela explique que le catalan soit aujourd'hui, au moins au niveau du discours officiel, la seule langue de la vie politique et de l'enseignement en Catalogne du Sud. Dans les autres territoires des Pays catalans¹², sauf en Catalogne Nord, le catalan est co-officiel à côté du castillan, sans être aussi prédominant qu'en Catalogne du Sud. L'Andorre est un cas à part, puisque le catalan y est la seule langue officielle et nationale.

Le statut d'autonomie¹³ de la Catalogne de 2006 indique dans son article 6 : « La langue propre de la Catalogne est le catalan. Comme tel, le catalan est la langue d'usage normale et prioritaire des administrations publiques et le moyen de communication public en Catalogne, ainsi que la langue normalement utilisée comme véhicule et moyen d'apprentissage dans l'enseignement ». Cette idée existait déjà dans les anciens statuts d'autonomie de 1979 et de 1933. Le juriste catalan Josep Maria Puig Salellas commente à ce sujet : « Il s'agit d'un concept de racine sociologique, qui identifie de manière évidente langue et pays, et qui a été repris dans l'article 2.1 de la loi du 7 janvier 1998 de la politique linguistique quand il affirme que le catalan, précisément cette langue propre de Catalogne, « l'identifie en tant que peuple. »¹⁴

D'ailleurs, les auteurs des deux derniers statuts d'autonomie tiennent beaucoup à une définition exacte de la notion de catalanité du territoire, et les textes précisent scrupuleusement que le Val d'Aran, qui fait politiquement partie de la Catalogne, est terre occitane, et que l'occitan aranais y est langue officielle. De même, les cartes linguistiques précisent toujours que la vallée des

Fenouillèdes, dans les Pyrénées-Orientales, est également de langue et de culture occitane. Dans le contexte de la définition de la catalanité, le respect des populations non-catalanophones autochtones semble être un élément de base. L'idée d'une catalanisation linguistique de territoires non-catalans est totalement absente des textes fondateurs, ainsi que des programmes politiques actuels. C'est un cas presque unique en Europe, qu'il s'agisse des idéologies nationales de l'Europe de l'Est ou de l'Ouest, voire de l'idéologie nationale espagnole toujours prompte à imposer ou à favoriser le castillan dans les territoires où il n'est pas la langue propre, dans les Pays catalans, au Pays basque ou en Galice.

La position du catalanisme par rapport aux deux dernières vagues d'immigration est dans ce sens très significative. La première vague date des années 50 et 60, presque exclusivement en provenance des régions économiquement défavorisées du Sud et du Nord-Ouest de la péninsule Ibérique. En Catalogne et au pays Basque le franquisme essaya d'utiliser ces immigrés pour castillaniser linguistiquement et culturellement la société. Jusqu'à la fin du régime de la dictature, les autorités essayent de manipuler ces immigrés en leur faisant jouer le rôle des « vrais Espagnols » qui représenteraient les vraies valeurs espagnoles dans une terre ennemie.

Entre 1941 et 1950, 256.718 personnes émigrent du Sud de la péninsule Ibérique vers la Catalogne ; entre 1951 et 1969, 439.874 personnes, et entre 1961 et 1970, 720.442 personnes. En 1973, les Catalans nés en dehors de la Catalogne représentent 42% des résidents. En 1986 la Catalogne compte 5.979.000 habitants. La linguiste Anna Cabré avance la thèse que sans l'immigration, ils auraient été seulement 2.370.000¹⁵.

Pourtant, les descendants de cette immigration parlent aujourd'hui tous le catalan à côté du castillan, du fait notamment que la langue de l'enseignement est depuis presque 25 ans le catalan, même si beaucoup d'entre eux s'identifient à certains aspects de la culture de leurs parents.

Les médias, les partis politiques et les institutions catalanes considèrent aujourd'hui les descendants des immigrés du Sud de la péninsule comme des Catalans, ce qui correspond en général au souhait des intéressés. Ce thème a été traité longuement pendant les vingt dernières années dans de nombreux ouvrages et il a tendance à s'effacer devant les commentaires que suscite la nouvelle vague d'immigrants en provenance du Maghreb, d'Afrique noire ou d'Amérique du Sud.

Ces immigrants ignoraient presque toujours avant leur arrivée en « Espagne » les faits différentiels culturels et linguistiques de cet État, ce qui ne facilite pas leur intégration dans les autonomies de l'État espagnol qui possèdent une langue propre. Leur intégration est actuellement un des grands sujets qui occupent l'opinion publique catalane.

Les médias catalans essayent systématiquement de se démarquer de positions qui pourraient faire croire qu'ils considèrent la nouvelle immigration comme une menace pour l'identité et parlent, quand ils font référence aux

¹² *Els països catalans*, les Pays catalans : l'ensemble des territoires de langue catalane. La définition a une signification linguistique et culturelle, mais aussi politique quand elle désigne un projet d'union politique.

¹³ Les statuts d'autonomie fixe les prérogatives du gouvernement par rapport à l'État espagnol. De nombreux domaines de la société catalane sont gérés par le gouvernement catalan, comme par exemple l'éducation.

¹⁴ Josep Maria Puig Salellas, *Catalunya : penúltima cruïlla*, Barcelone, Edicions 62, 2003, p. 152.

¹⁵ Anna Cabré, *El sistema català de reproducció*, Barcelona, Proa, 1999.

élèves maghrébin et africains qui fréquentent les écoles, de « nouveaux catalans ». Cette école catalane est d'ailleurs elle-même un exemple typique de l'esprit du catalanisme. Au Pays basque existent dans les écoles quatre filières différentes en fonction du pourcentage de l'euskera dans l'enseignement : une filière entièrement en euskera, une à majorité en euskera, une à majorité en espagnol et une entièrement en espagnol.

En Catalogne, la majorité des partis politiques et des enseignants ont toujours refusé d'introduire des options en fonction de la langue maternelle des enfants pour ne pas créer deux écoles pour deux sociétés différentes.

Selon les deux derniers Statut d'Autonomie, la langue de l'enseignement est à tous les niveaux le catalan. Les enfants non-catalanophones en bas âge le pratiquent dans des cours d'immersion linguistique. Le castillan, langue officielle de l'État espagnol, intervient de manière informelle dans les cours en fonction des aptitudes linguistiques des enseignants, et de manière institutionnelle dans les cours de langue et de littérature castillanes.

Il semble que cette situation soit acceptée par la totalité du corps enseignant, des parents d'élèves et des élèves, et des études semblent confirmer que cette situation est vécue comme une situation normale en Catalogne.

En Catalogne du Nord, la situation est fondamentalement différente. Puisque le catalan n'y a aucun statut officiel, la langue y est aujourd'hui dans une situation très difficile, même si l'identité catalane s'y maintient grâce à de nombreuses associations culturelles ou sportives.

Le « caractère national »

Toutes les idéologies nationales européennes font référence à l'existence supposée de caractères nationaux différents. Il est très difficile d'appréhender scientifiquement cette notion très floue, car nous ne disposons que de très peu d'études sur les identités collectives et leurs singularités.

L'idée du caractère national apparaît déjà dans les écrits de Montesquieu (1689-1755) qui fait référence à « l'esprit général des nations »¹⁶, qui se serait formé à partir d'un ensemble d'éléments comme le climat, les lois, les maximes du gouvernement, les précédents, le sens moral et les coutumes. Hume (1711-1776) cite dans les Essais « le caractère national » qui serait déterminé par des facteurs physiques et moraux, ces derniers pouvant modifier les premiers. Avec Fichte et Savigny, le *Volkgeist* représente une sorte de dérivation idéaliste des notions précédentes.

Dès la *renaixença* apparaît l'idée que la Catalogne et la Castille, dont l'union n'est pas un choix démocratique mais une union imposée par la politique annexionniste et autoritaire de la Castille, seraient profondément différentes, non seulement en ce qui concerne la langue, mais aussi en ce qui concerne la culture, le rapport à la vie, à la justice, à l'industrie et au commerce.

Valentí Almirall nous propose dans son livre *Lo catalanisme*, surtout dans la première partie, une curieuse

¹⁶ Montesquieu, Charles de Secondat, baron de la Brède et de, *De l'Esprit des Lois*, Folio, Paris, 2001.

présentation des caractères castillan et catalan, écrite dans le langage fleuri habituel des textes patriotiques de cette époque. Il cite à ce sujet de nombreux récits de voyageurs, par exemple le voyage en Castille d'un baron de Bohême, Léon de Rosmital en 1465, ou encore celui de l'ambassadeur vénitien Vincenzo Quirini¹⁷:

« Les gens qui habitent [la Castille] sont physiquement impressionnants. Les femmes, avec leur peau fine, leurs formes régulières, avec leur chevelure soyeuse et abondante, représentent une des variétés les plus parfaites de la race blanche. Les hommes sont des compagnons dignes d'elles, leurs mouvements sont très expressifs, ils parlent un langage extrêmement cultivé et même élégant, fait exceptionnel même dans les régions des premières nations européennes. Ces mêmes gens vivent pourtant malgré tout d'une manière arriérée : leurs nécessités sont réduites au minimum : leurs maisons sont des cabanes ou des grottes sous la terre, et tellement pauvres et délabrées qu'on peut difficilement leur attribuer une place dans la civilisation actuelle ».¹⁸

Almirall considère que le caractère castillan est parfaitement défini par le personnage de Don Quichotte, personnage qui se trouverait à l'opposé du caractère anglo-saxon représenté par John Bull. Le castillan serait idéaliste, enclin à produire des constructions mentales brillantes, mais loin de la réalité; il serait très orgueilleux et autoritaire, mais se soumettrait par contre facilement à une autorité suprême ou providentielle. Hospitalier et sympathique, agréable compagnon de fête et de loisirs, il serait capable de dépenser en un jour ce qu'il a gagné en un mois.¹⁹

En fait, le thème de la décadence espagnole déborde largement le cadre du catalanisme. Il suffit de lire Montesquieu qui parle de l'orgueil excessif des Espagnols, qui serait la cause de leur paresse, Adam Smith (1723–1790) qui remarque la pauvreté de l'économie espagnole, ou encore Rafael Altamira (1866-1951) qui essaye d'expliquer en 1912 cette décadence dans son livre « La psychologie du peuple espagnol ».²⁰

L'auteur le mieux documenté dans ce domaine est Alfred Fouillée (1838-1912), un auteur qui se situe dans la logique de la *Völkerpsychologie*²¹, considérée, au début du XX^{ème} siècle, comme une approche universitaire et scientifique de pointe. Il essaye d'expliquer la décadence castillane par l'expulsion des Juifs et des Maures, l'élimination des forces vives de la société par l'Inquisition, et l'enrichissement rapide et facile par la découverte de l'Amérique. Ces éléments expliqueraient notamment le mépris de l'effort et du savoir, état d'esprit qui serait la cause de la décadence.²²

Les catalanistes comme Almirall constatent également que les Castillans sombreraient depuis la découverte du nouveau monde dans une profonde décadence et qu'ils

¹⁷ Andreas, W., *Die venetianischen Relationen und ihr Verhältnis zur Kultur der Renaissance*, Leipzig, 1908.

¹⁸ Almirall i Llozer, Valentí, *Lo catalanisme*, Edicions 62, Barcelone, 1994, p. 43.

¹⁹ Ibidem, p. 30.

²⁰ Altamira, Rafael, *Psicología del pueblo español*, Biblioteca Nueva, Madrid, 1997.

²¹ Psychologie des peuples, branche de l'anthropologie qui essaye d'analyser les caractères des peuples à l'image de la psychologie de l'individu. Intègre, notamment en Allemagne, des éléments de la théorie des races.

²² Fouillée, Alfred, *Esquisse psychologique des peuples européens*, Alcan, Paris, 1903

seraient pour l'instant incapables de construire un État moderne. Toutefois, cette décadence aurait également saisi la Catalogne qui aurait abandonné toutes les valeurs d'une société méditerranéenne de tradition gréco-romaine, encore présentes dans la Fédération catalano-aragonaise.²³ Elle sombrerait dans une autosatisfaction trompeuse qui mettrait Barcelone au centre du monde tout en se soumettant à la domination castillane, ce qui lui ferait perdre une partie de sa personnalité.

Le Catalan n'aurait pas le côté brillant des Castillans, puisqu'il mépriserait les formes et attacherait beaucoup d'importance au détail, trait de caractère qui le rendrait « terne » mais qui faciliterait un enracinement solide dans la réalité.

Contrairement au Castillan, le Catalan se méfierait des hommes providentiels et des sauveurs, et préférerait les institutions, comme *les Corts*²⁴, le *Consell de Cent*²⁵, la Généralité²⁶ et les corporations de marchands, institutions qui remontent au Moyen Âge. Mais l'union avec la Castille lui aurait fait perdre l'idéal de la liberté.²⁷

Almirall conclut que la Catalogne posséderait malgré ses défauts un certain capital positif à développer, à condition de se libérer de l'emprise de la Castille et de revenir aux valeurs qui étaient les siennes à l'époque de la couronne d'Aragon : la liberté, le commerce et les institutions. Derrière ces notions apparaît très clairement l'idée de la démocratie. La Catalogne serait historiquement démocratique, la Castille ne le serait pas. Au lieu de se tourner vers l'intérieur de la péninsule, le catalan devrait retrouver le chemin de la Méditerranée.²⁸

On retrouve cette même idée chez l'historien John Huxtable Elliot (1930), qui souligne l'esprit commercial, l'attitude cosmopolite et la longue tradition de liberté politique de la Fédération catalano-aragonaise, animée par un esprit très différent de celui de la couronne castillane, marquée elle par des siècles d'isolement politique et culturel, par un esprit de croisés et trop occupée par ses découvertes américaines.²⁹

Pour analyser les différents clichés évoqués, il serait en outre intéressant de les regarder d'un point de vue

²³ A l'intérieur de la fédération catalano-aragonaise, une union dynastique entre les couronnes d'Aragon et de Catalogne qui existe depuis 1137, les deux entités gardent leur intégrité territoriale, leurs lois et institutions et leur langue. Même l'union dynastique entre l'Aragon-Catalogne et la Castille suite au mariage d'Isabelle de Castille et de Ferran d'Arago ne change pas fondamentalement cette situation. C'est seulement en 1716 que le décret de Nova Planta abolit les constitutions et institutions de la Catalogne.

²⁴ Les *Corts Reials Catalanes* étaient, depuis le XIII^e siècle, un parlement, convoqué par le roi où étaient représentés les prélats, les nobles, les chevaliers et les commerçants des villes.

²⁵ Conseil législatif composé d'un exécutif et d'une centaine de membres consultatifs qui s'occupait du commerce, des transports et de la gestion portuaire de Barcelone entre 1265 et 1714.

²⁶ Institution exécutive formée à partir d'une délégation permanente des cortes catalanes au XIII^e siècle. Restaurée entre 1931 et 1939. Depuis le statut d'autonomie de 1978, la Généralité représente le gouvernement autonome catalan.

²⁷ Almirall i Llozer, Valenti, *Lo catalanisme*, Edicions 62, Barcelone, 1994, p. 58.

²⁸ Ibidem, pp. 48-67.

²⁹ Elliot, John Huxtable, *The revolt of the Catalans: A Study in the Decline of Spain, 1598-1640*, Cambridge University Press, Cambridge, 1963.

symbolique. Les images évoquées pourraient suggérer que la frontière entre l'Afrique et l'Europe, entre l'Orient et l'Europe, se situerait quelque part entre Madrid et Barcelone. La Castille, aurait bien essayé de couper les ponts avec l'Afrique par l'expulsion des Maures et des Juifs, mais l'existence même de l'Andalousie dans le cadre de l'État espagnol mettrait en doute son appartenance à l'Europe. Les descriptions de la Castille insinuent des gestes et comportements orientaux fantasmés par l'Europe. La Catalogne par contre ferait partie des traditions européennes de la Méditerranée septentrionale.

D'autres allusions de ces textes insinuent que les Catalans pourraient représenter l'élément mâle du couple, ceux qui gagnent l'argent de la famille, pendant que les Castillans se prlasseraient comme une belle femme oisive sur un divan, toujours prête à dépenser ce que le mari ramène à la maison. Depuis la fin du franquisme, cette image fréquente pendant la *renaixença*, s'inverse. La presse catalane actuelle abonde en allusions au couple Catalogne-Espagne, où l'Espagne représenterait le mari violent et dépensier, et la Catalogne la femme maltraitée.

Les approches universitaires des dernières années, plus concrètes et scientifiques, nous permettent de mieux comprendre ce qu'Almirall essaye de dire de manière symbolique et allusive, dans son langage typique de la « renaixença ».

L'historien Borja de Riquer (1945) explique les raisons de l'existence de nationalismes centrifuges forts au sein de l'État espagnol, mouvements qui n'ont pas pu se développer en France, en Allemagne ou dans d'autres pays européens.

Il essaie de comprendre pourquoi la Catalogne et le Pays basque, et dans une moindre mesure la Galice, ont pu développer des projets d'État concurrents au projet d'État espagnol. Cette question en cache évidemment une autre: pourquoi des langues autres que la castillan ont-elles pu se maintenir avec une telle force, alors qu'en France les langues autres que la langue nationale ont été réduites au stade de langues régionales résiduelles, voire au stade de patois méprisés par leurs propres locuteurs.

Dans son ouvrage *Escolta Espanya*³⁰, il explique que l'État espagnol n'aurait pas réussi à faire passer un message « nationalisateur », structurant et centralisateur au niveau de tous les peuples de la péninsule.

Le message « nationalisateur » espagnol n'aurait pas trouvé, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l'écho attendu chez les peuples non-castillans de la péninsule qui était en train de développer leur propre vision d'un État. Les raisons évoquées sont principalement les suivantes : le message aurait assimilé le sentiment national espagnol exclusivement au sentiment castillan, il aurait été trop conservateur et nostalgique et il aurait été trop gêné par la présence d'une monarchie impopulaire et d'un appareil militaire vieilli.

Les efforts politiques du pouvoir central de Madrid auraient en outre été vite tournés en dérision par le manque flagrant d'une économie structurée, d'un réseau efficace de transports et l'absence d'un projet social clair.

³⁰ Borja de Riquer i Permanyer, *Escolta Espanya*, Madrid, Marcial Pons, 2001.

De cette manière, le projet d'État espagnol n'aurait pas « convaincu » les populations qui avaient connu dans le passé d'autres formes et traditions politiques et économiques.

Les analyses de Borja de Riquer permettent une nouvelle compréhension du message d'Almirall et des autres « pères » du catalanisme. Derrière la description des caractères se déroule en fait un débat sur la forme politique, culturelle et économique d'un éventuel État commun à tous les peuples de la péninsule.

En fait, ce débat n'est toujours pas terminé, car la structure de l'État espagnol actuel est toujours mise en question par les mêmes forces « centrifuges ». L'Espagne du début du XXI^{ème} siècle, « l'État des autonomies », se présente toujours comme un État qui délègue à partir de Madrid des pouvoirs et non pas comme un État composé de souverainetés différentes ou partagées comme les vraies fédérations ou confédérations. En effet, l'État espagnol montre très peu de capacités de transformer l'État hérité de la Transition en une fédération de nations qui tiendrait véritablement compte du caractère multinational de son territoire.

En Catalogne du Nord, nous avons exactement l'évolution opposée. À Perpignan, comme à Brest, à Strasbourg et à Toulouse, le projet d'État français est accepté majoritairement en tant que projet de prestige social, ce qui rend impossible l'apparition de nationalismes périphériques majoritaires. En outre, à Perpignan, la mainmise de l'Espagne archaïsante sur la Catalogne Sud entre 1939 et 1979 renforce l'idée que le progrès se trouverait au nord, c'est-à-dire à Paris.

L'encaix, l'emboîtement

La troisième particularité du catalanisme de la *renaixença* est cette tendance d'imaginer des constructions étatiques parfois très complexes pour assurer, de la meilleure manière possible, l'emboîtement de la Catalogne dans la péninsule Ibérique. Mais cette réflexion concernant la forme des États ne se limite pas au problème spécifiquement catalan ou encore ibérique, elle s'efforce aussi de donner des réponses théoriques aux questions posées par l'emboîtement de toutes les nations, notamment des nations sans État, dans une Europe future.

Dans ce sens, les catalanistes de la *renaixença* préfèrent les États décentralisés, les fédérations ou les confédérations qui s'adapteraient mieux à la réalité de l'échiquier complexe des grandes et petites nations en Europe et de la protection de toutes les cultures sans exception.

Quand on étudie par contre l'histoire des autres idéologies nationales européennes, on observe que c'est l'État construit autour d'une nation homogène qui est l'objectif suprême, notamment dans les nationalismes d'État qui se sont éloignés largement de leurs racines patriotiques et donc émancipatrices.

Les pangermanistes allemands du début du XX^{ème} siècle imaginent un grand Empire allemand, structuré autour d'un noyau germanophone, des zones à germaniser et d'autres territoires où la langue allemande pourrait être implantée à l'avenir³¹. Même au niveau de la colonisation d'outre-mer, les autorités préfèrent les colonies de peuplement, comme en Namibie et en Amérique du Sud,

aux colonies exclusivement économiques, car les premières seraient définitivement acquises à la culture allemande.

L'empire colonial français attache également une grande importance à l'extension de la culture et de la langue nationale ; mais contrairement à l'Allemagne, cette extension n'est pas liée à l'existence de colonies de peuplement.

Même les États d'inspiration marxiste comme l'Union soviétique et la Yougoslavie, multinationales par définition, puisque leur base est une idée politique, favorisent indirectement, malgré l'existence de tout un système de protection des différentes langues nationales, une langue et une culture en particulier, pour favoriser l'unité et pour contrecarrer les tentations de sécession.

L'idée de la décentralisation en tant que processus positif et constructif n'apparaît en Europe que vers la fin du XX^{ème} siècle. Or dans le cas du catalanisme elle est présente dès la naissance du mouvement au milieu du XIX^{ème}.

Valentí Almirall par exemple consacre dans son livre *Lo catalanisme* 150 pages sur 250 à la réflexion sur les avantages et les inconvénients des différentes formes d'État existants, monarchiques ou républicains, fédéraux ou centralisés, en citant de nombreux exemples de l'histoire européenne et mondiale, et conclut que les décentralisations complexes correspondent mieux à la complexité des peuples et des langues que les structures centralistes.

Les écrits de Francesc Pi i Maragall, qui datent du milieu du XIX^{ème} siècle, contiennent déjà toute la problématique de l'échiquier ibérique, la question de la relation des « petites » nations avec les « grands États », la place des critères historiques dans la décentralisation, les attributions du pouvoir fédéral et la place des tribunaux, de l'armée et de l'administration dans un État décentralisé. Cela à une époque où le nationalisme allemand commençait à être tenté par l'impérialisme et où la force – politique, économique et militaire – devenait l'argument le plus important des idéologies nationalistes européennes.

Pi i Maragall arrive à la conclusion que la diversité des langues, des coutumes, des civilisations et des droits historiques de la péninsule Ibérique sont en contradiction avec l'existence d'une Espagne centralisée. Le centralisme serait un frein au bon fonctionnement d'un État espagnol qui devrait plutôt s'appuyer sur la diversité au lieu d'essayer de la niveler.³²

Ces écrits sont d'une actualité étonnante, puisque la question de la décentralisation des pouvoirs politiques et économiques en Espagne est toujours en discussion au début du 3^e millénaire. L'Espagne, qui n'a connu que peu de périodes démocratiques dans son histoire, n'a abordé qu'à deux reprises la question de la décentralisation des pouvoirs en fonction de l'existence des nationalités historiques, catalane, basque et galicienne.

³¹ Michel Leiberich, « L'Europe pangermaniste », actes du colloque international « L'idée d'Europe, vecteur des aspirations démocratiques. Les idéaux républicains depuis 1848 », Université de Franche-Comté, Besançon, 1992.

³² Francesc Pi i Maragall, *Las nacionalidades*, Madrid, Editorial Biblioteca Nueva, 2002, p. 259 et suivantes.

Une première fois pendant les années trente au cours de la 2^e République et une deuxième fois après la mort de Franco en 1979, époque où les forces motrices politiques de la transition arrivent au compromis des autonomies actuelles, qui ne répondent visiblement pas à la demande historique des nations non-castillanes.

À la lecture des fondateurs du catalanisme, on arrive à la conclusion que la décentralisation de l'État, comprise non seulement comme la décentralisation de l'État espagnol en particulier, mais aussi en tant que décentralisation de tous les pouvoirs en général qui aboutirait à la valorisation des « petits » pouvoirs, des comarques³³ et des municipalités, fait partie intégrante de l'idéologie nationale catalane.

Ce désir de décentraliser les pouvoirs politiques pour les rendre plus efficaces se retrouve aujourd'hui dans les programmes de presque tous les partis politiques spécifiquement catalans.

Parfois le catalanisme voue même un véritable culte à la décentralisation culturelle, poursuivie jusque dans les micro-espaces, comme dans le cas déjà cité du Val d'Aran où la Généralité a créé à la demande expresse des habitants une petite autonomie culturelle autour des 4.000 habitants de langue arano-occitane. L'aranais, variante de l'occitan gascon, y est langue de l'enseignement à côté du catalan, et langue unique de la toponymie.

Certes, dans ce cas précis, le traitement particulier du Val d'Aran n'est pas seulement dû à des considérations de décentralisation démocratique. Nous rencontrons ici la charge historique, symbolique et émotive qui découle des rapports catalano-occitans pour le catalanisme.

Ces rapports historiques étroits entre la Catalogne et l'Occitanie remontent au Moyen Âge. À cette époque, le catalan et l'occitan constituent une seule langue de culture, véhicule linguistique des troubadours, utilisé de Valence à Limoges.

Cette Union culturelle catalano-occitane³⁴ n'arrive pas à se concrétiser sous une forme politique stable, car elle succombera à l'expansion du Royaume de France. Mais elle continuera à exister dans l'imaginaire catalaniste sous la forme d'un espace culturel trans-pyrénéen, dépassant les réalités françaises et espagnoles. Depuis quelques années cet imaginaire est renforcé et cultivé par la publication de nombreux ouvrages en langue catalane qui mettent en valeur les temps et les espaces communs, comme la poésie des troubadours. Cet occitanisme des catalanistes, cette façon d'imaginer au-delà du Roussillon un espace ami plutôt qu'un État linguicide, est une autre constante du catalanisme qui découle de ce désir de décentraliser au maximum les États centralistes pour garantir de cette manière toutes les cultures et langues.

Dans la logique catalaniste, l'idée de la décentralisation démocratique implique également un rapprochement entre les différentes composantes des « Pays catalans ». Selon l'orientation politique, ces Pays catalans sont perçus soit comme un projet d'État, soit comme un projet de communauté culturelle et économique.

³³ Entité administrative et historique du territoire de la taille d'un canton.

³⁴ Le Musée d'Histoire de Catalogne à Barcelone a organisé en 2003 une exposition sur ce thème.

Certains imaginent un État, d'autres voudraient organiser un espace de culture commune sans liens politiques spécifiques.

Actuellement l'espace culturel et linguistique catalan est divisé entre cinq « communautés autonomes » de l'État espagnol³⁵, et quatre États, l'Espagne, la France, l'Andorre et l'Italie.

Cette division territoriale entre États est un héritage de l'histoire, mais la division en « communautés autonomes » est voulue par la constitution espagnole de 1979, qui interdit d'ailleurs formellement la création de fédérations entre ces territoires pour éviter une cohésion qui pourrait ressembler à la formation d'un espace politique catalan³⁶.

Il est intéressant d'observer qu'un certain nombre de projets économiques récents semblent faire référence aux Pays catalans sans vouloir utiliser directement cette expression. Des projets d'eurorégions englobant l'ensemble des pays de langue catalane, l'Aragon et les régions françaises Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, ou des projets économiques autour de l'Arc méditerranéen³⁷ tiennent visiblement compte de la réalité catalane. Ces projets sont la preuve que le catalanisme n'est pas seulement une idée abstraite, mais qu'il a des bases historiques, politiques et économiques plus concrètes.

Conclusion

Les patriotismes émancipateurs qui surgissent des différents romantismes européens du XIX^{ème} siècle avaient pour objectif une nouvelle Europe, composée de nations solidaires, libérée de l'arbitraire des princes et redessinée en fonction des réalités linguistiques et culturelles.

Aujourd'hui, au début du XXI^{ème} siècle, nous sommes très loin de ces objectifs, car l'arbitraire des princes a été généralement remplacé par l'arbitraire des États, même si l'idée de la démocratie en tant que projet d'État fait des progrès. Cela dit, les frontières des États européens ressemblent de plus en plus aux frontières linguistiques, n'en déplaise aux historiens de l'époque impérialiste, comme Heinrich von Treitschke (1834-1896) qui défendait à la fin du XIX^{ème} siècle l'idée de l'inégalité des peuples et le droit des grands États d'imposer, « pour le bien de l'humanité », leur pouvoir aux nations faibles.

La pensée nationale catalane, en tant que pensée nationale d'une nation – encore – sans État se rattache directement à cette tradition émancipatrice. À travers leurs écrits, les « pères » du catalanisme insistent beaucoup sur le fait que l'idée nationale catalane serait intrinsèquement liée à l'idée démocratique. Dans le cadre d'une réflexion profonde sur « l'emboîtement » de tous les États européens dans un ensemble solidaire, ils considèrent que la Catalogne, les pays de langue catalane, s'intègrent logiquement dans l'échiquier des

³⁵ Catalogne, Pays valencien, Baléares, Aragon et Murcie.

³⁶ L'union entre la Communauté Autonome Basque et la Navarre est par contre possible dans les textes de la constitution, or les partis politiques spécifiquement espagnols essayent de l'éviter à tout prix.

³⁷ Voir les projets de l'Institut de Economie et des Entreprises Ignasi Villalonga.

États européens. Cet espace catalan, redessiné en fonction des réalités linguistiques et libéré du pouvoir arbitraire de la Castille, retrouverait ainsi la culture politique et économique qui était la sienne pendant des siècles.

L'historien Jaume Vicens i Vives (1910-1960) insiste sur le fait que la culture catalane serait profondément marquée par la tradition du « pactisme », qui préfère parvenir à un pacte plutôt que d'imposer autoritairement une solution.³⁸

Ce « pactisme » serait notamment issu de la culture politique catalane de l'époque de la couronne catalano-aragonaise qui permettait un équilibre entre l'autoritarisme royal et les intérêts économiques de la noblesse, le clergé et la bourgeoisie riche. Cette idée rejoint celles de Valentí Almirall qui opposent la Catalogne mercantile à la Castille économiquement figée. Elle pourrait être rattachée à une autre théorie de la civilisation qui oppose la culture économique des ports, qui favoriseraient l'ouverture au monde et une culture politique et économique libérales, à celle des régions continentales, repliés sur elles-mêmes et protectionnistes.

L'idée a été reprise en 2003 par le juriste Josep Maria Puig Salellas (1924-2007)³⁹ et par l'anthropologue anglais Josep R. Llobera⁴⁰.

Cette idée du « pactisme » spécifiquement catalan est très présente dans la société catalane actuelle. Le fait que l'Espagne et la France aient occupé par la force les pays de langue catalane à une époque antérieure à l'apparition de l'idée nationale et de la démocratie renforce encore l'idée que cette occupation est aujourd'hui un héritage d'une époque révolue qui n'a plus de raison d'être dans une Europe moderne.

La lecture des écrits fondateurs de l'idée nationale catalane représente pour ainsi dire un retour aux sources des patriotismes européens émancipateurs. Très proches des courants d'idées démocratiques, leurs réflexions peuvent être très utiles pour une approche moins cynique et plus humaniste d'une future Europe des peuples solidaires.

³⁸ Jaume Vicens i Vives, *Notícia de Catalunya*, Ediciones Destino, 1962.

³⁹ Josep Maria Puig Salellas, *Catalunya : penúltima cruïlla*, Barcelone, Edicions 62, 2003.

⁴⁰ Llobera, Josep R., *De Catalunya a Europa, Fonaments de la identitat nacional*, Empúries, Barcelone, 2003.